LIGUE FRANCOPHONE DE FOOTBALL EN SALLE asbl

Procès-verbal du jury d'honneur du 05-04-2023 à Tabora / Namur

Membres présents :

Constitution du bureau :

M. Temsamani Mohamed, Président de séance.

M. Bernard Didier, secrétaire de séance.

M. Guillaume Daniel.

- **Appel de M Bouharmont Maurice, né le 12 juillet 1969, licence 780730, affilié à l'Aals matricule 1362, domicilié à Soumagne rue Louis Pasteur 87, contre la décision du jury d'honneur de la LFFS du 8 mars 2023 rendue sur opposition de la décision prononcée par défaut le 7 février 2023.**

Présents :

- M. Bouharmont Maurice et son conseil Maître Julien Feltz.

Représentants LFFS :

- MM. Delforge Jean-Pierre, Mayard Léo.

Recevabilité de l'action :

- L'appel est jugé recevable.

Faits reprochés :

- Propos déplacés envers les membres du Conseil d'administration de la LFFS.
- Ne veux plus collaborer avec les membres de la CCA.

Entendu :

- M Bouharmont Maurice qui confirme les propos écrits et les regrette en prétextant l'avoir fait sur le coup de la colère.
- Maître FELTZ relève dans ses conclusions que la plainte n'a pas été déposée par un affilié ni un cercle, aucun texte ne permet au Conseil d'Administration de déposer une plainte, la procédure n'a pas été respectée, le Conseil d'Administration n'est pas concerné en tant que tel par l'action, les droits de la défense du requérant ont été violés, le non-respect des délais, la partialité et l'absence de motivation de la décision, qu'il les expose en détail,
- Vu que les propos de Monsieur BOUHARMONT, dans son mail du 26 septembre 2022, visent l'extrait du P-V du Conseil d'Administration transmis le 25 septembre 2022 par M. Peterkenne, à tout le moins les membres cités dans

celui-ci, Mme DESMET, MM. DESSIMÉON et SCHEERS, mais en toute apparence le Conseil d'Administration dans sa globalité, s'agissant d'une décision du Conseil d'Administration et pas de ces seuls intervenants,

- MM. DELFORGE et MAYARD expliquent que le Conseil d'Administration n'avait pas l'intention de sanctionner M. BOUHARMONT, qu'il a décidé de transmettre au jury d'honneur le dossier que lui avait lui-même remis la C.C.A.L. après qu'il réitère ses propos en séance en se montrant particulièrement agressif.
- Le terme « dossier » apparaît tant dans le P-V de la réunion de la C.C.A.L. du 26 octobre 2022 que dans le P-V de la réunion du Conseil d'Administration le 19 janvier 2023.
- Ce n'est que lors de la comparution devant le jury d'honneur que le mot « plainte » est utilisé.

Réponses aux conclusions de Maître Feltz :

- Quant à la recevabilité du dossier et aux arguments développés à ce sujet par Maître FELTZ :
- Attendu qu'il s'agit selon toute apparence d'un dossier à l'encontre du membre d'une instance et pas d'une plainte telle que prévue à l'article 229.1 du règlement organique, Monsieur BOUHARMONT étant membre de la Commission Provinciale d'Arbitrage liégeoise, nommé par le Comité Exécutif Provincial,
- Attendu que le Conseil d'Administration dispose de tous les pouvoirs que la loi ou les statuts ne réservent pas exclusivement à l'assemblée générale ; qu'il a de la sorte une compétence résiduelle générale,
- Attendu que ni les statuts, ni le règlement organique ni le Code des Sociétés et Associations n'empêchent le Conseil d'Administration d'ouvrir un dossier disciplinaire à l'encontre d'un membre d'une instance nommé ni d'en confier un à une de ses commissions,
- Compte tenu que le règlement organique ne prévoit aucune procédure particulière pour un dossier concernant le comportement d'un membre nommé vis-à-vis du Conseil d'Administration, que le règlement organique prévoit seulement que le Conseil d'Administration a le droit de démissionner n'importe quel membre nommé après avoir simplement été entendu, la décision étant alors manifestement sans appel,
- Attendu que s'il fallait considérer qu'il s'agit d'une plainte au sens de l'article 229.1, l'article 235 du règlement organique prévoit qu'une instance peut déposer une action, le Conseil d'Administration étant considéré comme telle si l'on s'en réfère ne fût-ce qu'à l'article 230.3.b,
- Vu que le Conseil d'Administration, visé par les propos de Monsieur BOUHARMONT, aurait donc apparemment pu s'en saisir mais que ce dernier a préféré confier le dossier à une instance indépendante, estimant qu'il y avait un conflit d'intérêt,
- Vu que, selon les dires de M. DELFORGE, le Conseil d'Administration n'a pas souhaité le confier au Comité Exécutif Provincial comme l'article 229.5 le prévoit dans le cadre d'une plainte, jugeant qu'il y avait également un conflit d'intérêt,

- Etant donné qu'il existe manifestement un lien direct d'autorité entre le Conseil d'Administration et le Comité Exécutif Provincial qui aurait pu l'influencer, le Comité Exécutif Provincial étant réglementairement créé par lui pour l'aider dans sa tâche,
- Vu que le Conseil d'Administration, en choisissant de transmettre le dossier au jury d'honneur, installé par l'Assemblée Générale de la L.F.F.S., a ainsi veillé aux intérêts de Monsieur BOUHARMONT,
- Vu que toute affaire pouvant donner lieu à une sanction est prescrite après trois mois, que le délai débute le jour des faits et est d'office prolongé de trois mois chaque fois qu'une instance examine le dossier, qu'elle soit saisie sur le fond ou pas ; que le dossier a donc été traité dans les délais,
- Attendu que, par l'envoi de son opposition et de son acte d'appel à l'adresse postale privée de Monsieur DELFORGE, Monsieur BOUHARMONT reconnaît implicitement la légitimité de Monsieur DELFORGE en tant que délégué à la gestion journalière/membre du secrétariat fédéral assurant l'envoi des convocations et des pièces aux parties à la cause et la réception de courriers et/ou mails dans le cadre du dossier, d'autant que Monsieur DELFORGE est même personnellement le destinataire de ses actions, Monsieur BOUHARMONT ne se contentant pas de les adresser à la L.F.F.S.,

Quant au fond du dossier :

- Si le dispositif et les attendus du jury d'honneur du 7 février 2023 sont pour le moins laconiques comme le relève Maître FELTZ, les éléments du P-V du 8 mars 2023 établi à la suite de l'opposition formulée par Monsieur BOUHARMONT permettent cependant de comprendre la décision,
- Vu qu'il n'y a pas lieu de tenir compte des propos qu'il a tenus concernant sa collaboration avec la CCA,
- Vu l'absence d'antécédents disciplinaires de Monsieur BOUHARMONT à la connaissance du jury d'honneur,
- Vu que les propos sont écrits et répétés à différentes comparutions avec une certaine agressivité et reconnus par M BOUHARMONT Maurice en séance ce jour.
- Le jury se demande si une telle attitude est bien digne d'un représentant de la LFFS.

Décision :

- Le jury d'honneur décide que les faits sont établis et d'infliger à M BOUHARMONT Maurice, né le 12-07-1969, licence 780730, une suspension de 26 semaines dont 13 du 7 février 2023 jusqu'au 5 mai 2023 inclus et 13 avec sursis jusqu'au 4 août inclus (Barème de sanction K : Attitude ou propos déplacés envers la fédération ou le membre d'une instance).